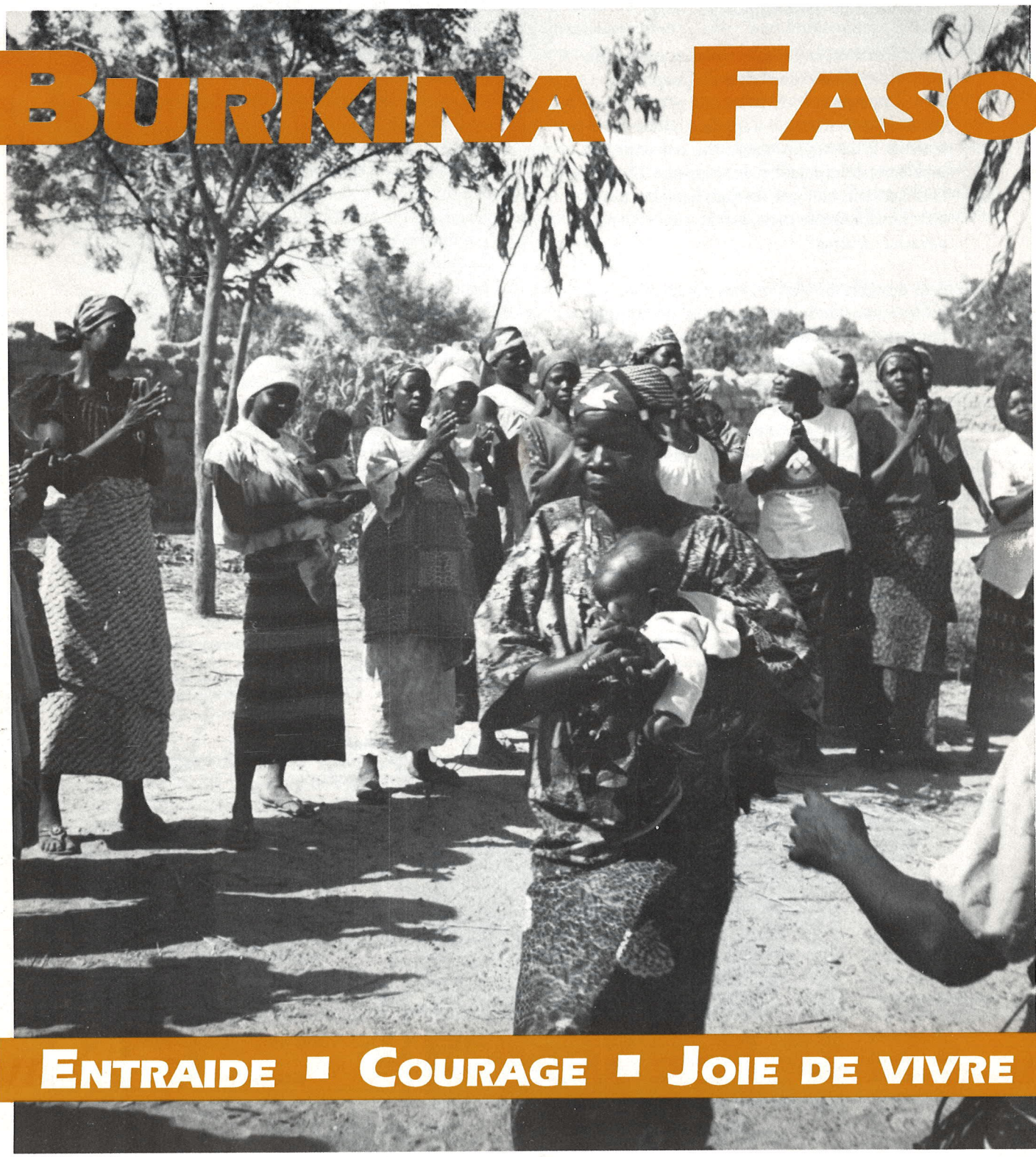
SOLIDARITÉ

Vol. 17 N° 2 9405, rue Sherbrooke Est • Montréal (QC) H1L 6P3 • Tél. : (514) 356-8888 Mai 1995

BURKINA FASO



ENTRAIDE ■ COURAGE ■ JOIE DE VIVRE

RAPPORT DE STAGE ■ FÉVRIER / MARS 1995

Une arrivée mouvementée

Pays de rythmes, de couleur et de chaleur, le Burkina Faso a partagé sa dignité, sa pauvreté, sa solidarité avec nous, stagiaires du CISO, pendant douze jours, en échange de notre amitié, de notre écoute et de notre respect.

À notre arrivée, la capitale vivait au rythme du Festival panafricain de cinéma de Ouagadougou. Tant d'étrangers venus du monde entier ont réquisitionné tout ce qui s'appelait hôtels et restaurants. Dû à ce fait, nous avons rencontré des problèmes de logement et de nourriture. Un pays sans luxe, sans eau, sans produits laitiers et céréaliers, nous accueille donc avec ce qu'il a de plus précieux : *le temps!*

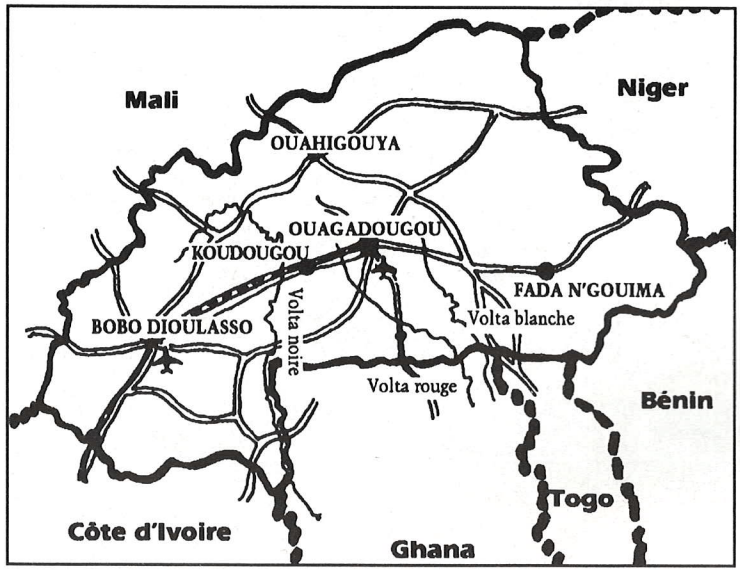
À la descente de l'avion, une foule animée se presse autour de nous, autour de nos bagages. Les formalités de douane et de santé entament d'une heure un horaire déjà chargé. Notre première nuit, après un souper d'accueil au restaurant *le Gracias*, se fera à la bonne franquette, sur des matelas posés par terre, sans moustiquaire et avec une ventilation qui ne suffit pas à refroidir les 38 °C de l'extérieur. Neuf à dormir tant bien que mal, neuf à commencer un périple d'aventures en terre burkinabè!

Onze jours durant, nous serrons les mains d'hommes et de femmes en survie, en espoir d'un devenir meilleur.

Hélène Huard

En bref

- Population: 10 070 000 habitants.
- Taux de croissance de la population: 2,8 %.
  La population du pays a doublé en 20 ans.
- Superficie: 274 200 km² (environ la péninsule gaspésienne).
- Climat: une saison de pluie, de juin à septembre et une saison sèche, les neuf autres mois.
- Capitale: Ouagadougou; 90 % des Burkinabè vivent à la campagne.
- Langue officielle: le français; autres langues: le moré, le dioula, etc.
- Religion: Animisme: environ 50 % de la population; l'islamisme, le christianisme.
- Production:
  – surtout agricole (riz, mil, sorgho, coton et élevage);
  – industrielle (agroalimentaire, dont le sucre).
  Le Burkina Faso souffre de déficit céréalier permanent.
- Indépendance: le 8 août 1960.
- Régime présidentiel électif: depuis 1992.
- Analphabétisme: 80,1 %; 90 % à la campagne.
- Indice de fécondité: 6,5 enfants.
- Taux de mortalité généale: 22 %.
- Espérance de vie: 48,3 ans.
- Budget du pays: environ 450 millions de dollars (soit celui de l'Université Laval).
- Programme d'ajustement structurel (PAS): signés avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en 1991 et 1994.



Patrimoine national à vendre

Fort de la dévaluation du franc CFA dans un pays où le salaire quotidien d'un travailleur ne permet pas l'achat d'un poulet pour le repas du soir, l'investisseur étranger acquiert vite les pouvoirs liés à son investissement et ne s'inquiète nullement de celui qui s'est assis sur la natte avant lui.

Au Burkina, état de droit, il y a les lois, la hiérarchie. Le conflit qui oppose présentement les travailleurs syndiqués de la brasserie de Bobo Dioulasso et le propriétaire de cette brasserie, en l'occurrence la Brakina-Bobo en fait la démonstration. Ce conflit poisseux, empoisonné par des luttes syndicales internes et nourri par la corruption des hommes politiques au pouvoir perdure tout en profitant au capitalisme étranger. Grandement favorisé par le programme d'ajustement structurel, l'employeur français affiche hargneusement une attitude *néo-esclavagiste.*

Le président directeur général français, Pierre Castel, concentre à lui seul toutes les activités d'exploitation nommées brasseries et eaux gazeuses. L'activité *brassicole* existe depuis trente ans, au Burkina. Les directions générales successives de l'entreprise ont profité scandaleusement des exemptions accordées, sans jamais investir un franc dans le développement social du pays. Les profits sont investis à l'étranger.

Les travailleurs des brasseries vivent, depuis huit ans, la fermeture de cinq centres de distribution et de deux édifices d'embouteillage. Syndiqués au sein de la CGTB, section SYNTB, ils dénoncent la compression sauvage du 10 octobre 1994 qui est censée répondre à un *xième* plan de restructuration de l'entreprise Brakina-Bobo. Ce licenciement génère une mise à pied de cinquante travailleurs, soit le tiers des effectifs. Pire encore, la liste des compressés renferme quarante-cinq noms étiquetés SYNTB.

Le syndicat, soutenu par sa centrale et fort de l'appui international (IUF, UITA, IUL) regroupant cent pays au sein de 283 organisations, prend position. Il exige de l'employeur une explication des restructurations précédentes avant de négocier celles qui s'annoncent. Aucun accusé de réception, aucune suite de la part de l'employeur. Ce dernier juge indigne la voix de représentants des travailleurs : jamais il ne s'abaissera à serrer la main de ceux-ci.

Une saga judiciaire s'engage. À chaque palier de décision, l'employeur est trouvé fautif. Le Bureau régional de Bobo se voit retirer le dossier pour irrégularités et insuffisances. Le ministère du Travail de Ouagadougou est saisi de l'affaire. Pendant ce temps, la CGTB mobilise les membres de la base et les tient informés du déroulement de l'affaire.

De son côté, monsieur Castel, par son directeur général, monsieur Beauquesne, exploite les dissensions au sein des différents syndicats présents aux tables de négociation, les travailleurs des brasseries étant représentés par la CGTB (SYNTB), la CSN (SYNICAME) et l'USTB. Tentative de signature d'une entente partielle. Peine perdue. Le premier jour de décembre 1994, le Tribunal de grande instance de Bobo conclut en faveur des travailleurs syndiqués et ordonne à l'employeur l'arrêt immédiat des compressions et l'enjoint à suivre les lois régissant le travail au Burkina. Défendus et représentés par Me Frédéric Titinga Pacéré et Barthélémy Kéré, les syndiqués SYNTB crient victoire.

Cri sans lendemain! Nous avons rencontré l'exécutif du Bureau du SYNTB, ce mercredi premier jour de mars 1995, lors de notre stage en solidarité ouvrière. Leur voix gravement atteinte reste sans appel, eux, pourtant à qui les instances judiciaires du Burkina ont donné raison. Ces travailleurs définitivement non réengagés ont perdu travail, salaire et devenir social pour eux et pour leurs enfants. Nous témoignons de leur courage, de leur force et de leur dignité. Avec eux, nous nous tenons debout devant l'oppression. Leur lutte pour une justice sans *partisanerie* est aussi la nôtre.

L'issue du conflit corrobore une violation évidente du droit de se syndiquer et d'exercer un mandat syndical.Le pouvoir en place orchestre la braderie du patrimoine national. Au Burkina il y a les lois, il y a la hiérarchie.

Hélène Huard

PHOTO : JEUNE AFRIQUE ÉCONOMIE

Le patron du groupe Castel, Pierre Castel, rendant visite au chef de l'État burkinabè, Blaise Compaoré

Les femmes dans les syndicats

UNE FORCE MONTANTE, DU CHEMIN À PARCOURIR

Soulignons d'abord que la création de *comités féminins* au sein des syndicats est un phénomène plutôt récent mais qui semble développer de bonnes racines dans la culture syndicale actuelle. Au cours du stage, nous avons rencontré trois organisations syndicales (CGTB - SNESS - SNEAB)[1] ayant un comité féminin dans leurs structures et dans chacune de ces rencontres, le problème de la faible participation des femmes à la vie syndicale était souligné; on l'expliquait toujours par le fait que les femmes ont l'entière responsabilité de la famille. Nous avons aussi noté une préoccupation évidente des conseils exécutifs vis-à-vis le travail d'enracinement fait par les comités féminins. À la CGTB par exemple, il y a une commission chargée des questions féminines (CQF) au niveau national. La répondante de cette commission coordonne présentement le travail de mobilisation qui se fait par les femmes dans tous les syndicats locaux. En identifiant d'abord les obstacles à la militance des femmes, la Commission (CQF) veut ensuite proposer des mesures facilitant l'engagement syndical des femmes dans chaque milieu.

Au Syndicat national des enseignants africains du Burkina, le comité des femmes est en marche

C'est le seul syndicat où nous avons eu une rencontre formelle avec leur comité de femmes. Soulignons que ce syndicat compte de 13 000 à 15 000 membres. Suite à une formation syndicale donnée par une ressource de la CEQ, les femmes de ce syndicat ont formé un bureau provisoire en novembre 1993 et elles militent activement auprès des femmes de la base depuis ce temps. Pour elles, la formation syndicale est de première importance car elle permet d'aller rejoindre les femmes dans leurs milieux afin de mieux cerner leurs besoins spécifiques. C'est ainsi qu'elles ont présenté une conférence sur *«Les droits de la femme»* donnée par une enseignante et une juriste du Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP). Elles projettent également pour bientôt une autre conférence dont le thème s'articulerait autour des droits des enfants.

Ce comité des femmes du SNEAB nous est apparu très dynamique. À preuve, les nombreux projets qu'elles *«mijotent»* dans leur plan d'action :

1. Poursuivre la formation syndicale autant auprès des femmes des milieux ruraux que des milieux urbains.
2. Faciliter les regroupements avec d'autres mouvements de femmes même si pour le moment cela se fait de façon non structurée. Elles souhaiteraient ainsi aborder des problèmes spécifiques à toutes les Africaines, entre autres, les enfants légitimes, les secondes femmes, les divorces, etc.
3. Information et formation en rapport avec le SIDA.
4. «Foyers améliorés» projet dont le but est d'améliorer la consommation de bois.
5. Atelier sur la fabrication du savon. Dans le difficile contexte économique actuel, ce projet permettrait à des femmes de mieux se débrouiller financièrement.

FRANCINE ROY

[1] CGTB (Confédération générale du travail au Burkina)
SNESS (Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur)
SNEAB(Syndicat national des enseignants africains du Burkina)

Un réseau de communication en développement

Créé en mai 1991, le Réseau de communication, d'information et de formation des femmes dans les ONG au Burkina Faso (RÉCIF/ONG - BF) regroupe une vingtaine d'organismes membres, dont dix associations régionales et plus d'une dizaine d'organisations nationales et internationales ayant des activités destinées à un public féminin. Les activités des membres et du Réseau couvrent l'ensemble des trente provinces du pays.

Le RÉCIF constitue une structure qui permet le regroupement des femmes burkinabè et leur donne un pouvoir certain. Les objectifs du Réseau visent à assurer la communication entre les femmes, tant celles engagées dans les programmes des ONG que les bénéficiaires de ces programmes par la diffusion d'information; le Réseau a aussi pour but de favoriser la prise de conscience des femmes et ainsi contribuer à l'amélioration de leur statut. Des activités sont organisées afin de remplir la mission qu'elles se sont donnée : celle de la prise de pouvoir économique. Ainsi, elles publient un bulletin, ***Le Qui quoi***, en plusieurs langues nationale; elles organisent des sessions de formation, des conférences et des rencontre; elles produisent des outils pédagogiques et de communication; elles mènent des études sur des questions touchant les femmes; elles gèrent un centre de documentation sur la condition féminine et participent sur le plan national et international à des échanges, à des actions et à des prises de position concernant la question des femmes.

Nous avons rencontré trois femmes du Réseau de communication, d'information et de formation des femmes : la présidente, madame Awa Ouédraogo, la secrétaire permanente, madame Madeleine Kaboré et madame Bibata Sinaré qui travaillent avec l'Entraide des femmes burkinabè, une ONG locale. Cette rencontre nous a permis de prendre connaissance du travail accompli par la troupe de comédiens du RÉCIF. Cette troupe a monté et joué une pièce de théâtre afin de sensibiliser la population aux problèmes que rencontrent les femmes dans leur intégration au développement. Cette pièce, intitulée ***Yelbinassa*** sert de déclencheur à des discussions avec les villageoises et villageois.

Les thématiques développées dans la pièce montrent les problèmes rencontrés dans les villages, dans la famille et dans la belle-famille. Elle *tourne* de village en village depuis longtemps et a été modifiée au cours des années pour s'adapter aux besoins rencontrés. Il existe une version en moré et une autre en dioula.

RÉCIF/ONG - BF

Madame Sinaré, engagée socialement dans le groupe d'Entraide des femmes burkinabè, mentionne que les membres du RÉCIF s'adonnent à l'alphabétisation des jeunes filles regroupées dans des centres. Ces jeunes filles font du jardinage, s'occupent des moulins à grain, de forage, d'élevage de porcs, etc.

En juin prochain à Montréal, cinq femmes africaines œuvrant dans des groupes de femmes participeront à une rencontre de préparation à la Conférence de Beijing. Une représentante du RÉCIF, madame Bernadette Ouédraogo, a été invitée à participer à la création d'un réseau de femmes Québec/Afrique francophone sous la conduite de Relais-Femmes et du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine. Les liens créés à cette occasion seront maintenus dans l'avenir par un suivi et des échanges via le réseau (courrier, bulletin ou réseau électronique) entre les femmes du Québec et de l'Afrique francophone.

Micheline Séguin

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF)

UNE PRATIQUE ENCORE TRÈS RÉPANDUE
UNE LUTTE À LONG TERME

S'il est un sujet délicat à aborder, c'est bien celui de l'excision. Toutefois, en solidarité avec celles qui militent avec courage pour que cesse cette pratique, nous voulons donner ici un aperçu de la situation au Burkina Faso, telle que présentée par une intervenante de première ligne Lors de notre stage, nous avons en effet eu le privilège de rencontrer madame Mariam Lamizana, présidente du Comité national de lutte contre la pratique de l'excision dans ce pays.

Pour ma santé, je refuse l'excision

Mariam avait sept ans et plein de joie. Ce jour-là sous le chaud soleil de Banfora, les enfants jouaient près du baobab. Le temps n'avait plus cours. Les heures étaient joyeuses. Deux vieilles femmes apparurent au loin et firent signe à Mariam de venir. Mariam laissa ses jeux et courut au-devant de ses tantes. Elle les connaissait bien, elles étaient du même village que sa mère. On l'emmena dans la petite maison tout au bout du chemin. Mariam entra et vit une autre dame assise par terre tenant dans sa main une petite lame. Une main saisit fortement Mariam. Elle sentit qu'on la déshabillait. Et puis un cri, un long cri monta en elle, déchirant le silence et puis plus rien que la douleur atroce, aiguë, profonde. Mariam avait sept ans et ce jour-là, à tout jamais, sa vie bascula.

MARIE MARSOLAIS

Elle nous a expliqué comment cette pratique se fait et pourquoi elle a toujours cours. L'excision est une pratique dont l'origine remonterait jusqu'avant Jésus-Christ. Elle consiste en l'ablation du clitoris entier et souvent des parties avoisinant les petites lèvres. Les risques médicaux et les complications dépendent de la gravité de la mutilation et des conditions d'hygiène dans lesquelles l'excision est faite (lames de rasoir usées, morceaux de verre, etc.) L'excision entraîne des complications immédiates (hémorragie, tétanos, infections) et à long terme (perte de jouissance sexuelle, tumeurs, incontinence, sida, etc.)

Madame Lamizana situe la lutte contre l'excision comme un enjeu économique important puisque cette pratique constitue le gagne-pain d'un nombre élevé de femmes du pays. C'est pourquoi le Comité national de lutte contre la pratique de l'excision a inscrit prioritairement dans son plan d'action la recherche d'autres sources de revenus pour les femmes qui en vivent. Parallèlement, le comité travaille aussi à élaborer des stratégies pour impliquer les autorités administratives dans le dossier. En avril 1991, a eu lieu à Ouagadougou un séminaire international sur les pratiques traditionnelles nuisibles à la santé des femmes et au cours duquel on a condamné les mutilations sexuelles.

Le Comité travaille aussi à élaborer des moyens de sensibilisation pour contrer la résistance des familles pour qui cette pratique est ancrée très loin dans les traditions. L'excision est une mutilation faite aux femmes dans le but avoué de contenir leur sexualité et de préserver leur virginité et leur chasteté. La femme qui ne se soumet pas à l'excision aura de la difficulté à trouver un mari et souvent elle sera exclue de la société.

Madame Lamizana nous dit qu'il reste encore beaucoup à faire pour que cesse à tout jamais cette mutilation physique du corps des femmes. Le premier pas pour les femmes africaines est sans doute de rompre le silence en témoignant et elles sont de plus en plus nombreuses à le faire. De notre côté, nous pouvons appuyer cette «**lutte essentielle à la vie et à l'épanouissement de la femme**»[1] en ouvrant nos cœurs et nos esprits à leurs témoignages et cela, sans jugement ni sensiblerie.

FRANCINE ROY
MARIE MARSOLAIS

[1] Dépliant du Comité national de lutte contre la pratique de l'excision (CNLPE)

À Banfora, les groupements de femmes

Solidarité et entraide

Nous avons rencontré trois groupements féminins à Banfora et chacun est encadré par une animatrice de l'Aide à l'enfance Canada qui les supporte sur le plan de la gestion et de l'organisation.

Le premier groupe qui fait de la teinture comprend une vingtaine de femmes et est actif depuis avril 1992. On répond aux «**commandes**» à mesure qu'il y en a et on se partage les profits qui sont de moins en moins élevés car, à cause de la dévaluation, le tissu (bazin) et la teinture sont de plus en plus dispendieux.

Le deuxième groupement de seize femmes fabrique de l'huile d'arachide depuis novembre 1993. L'an dernier, elles se sont partagées des profits et en plus elles possèdent de l'équipement payé et des produits finis non encore vendus. La situation économique de ce groupement semble donc porteuse d'espoir.

Le troisième groupe, d'une vingtaine de femmes qui font de la vannerie, existe depuis décembre 1992. C'est dans ce groupe que les conditions de travail semblent les plus pénibles. Les femmes doivent descendre dans un trou creusé à environ trois mètres de profondeur car la paille se tresse mieux à l'humidité. Le tressage est aussi très dur pour les mains. Le profit sur chaque panier vendu est minime.

Malgré des conditions de travail rudimentaires, nous sentons une grande solidarité entre les femmes dans chacun de ces groupes. L'objectif premier ne semble pas être uniquement d'ordre économique; on nous souligne la nécessité d'un cadre de rencontre et d'entraide où on peut trouver ensemble des solutions aux problèmes les plus importants dont la surcharge des corvées domestiques et champêtres et la difficulté d'accès aux services de santé, d'éducation et de crédit.

Francine Roy

Un pas de plus vers le respect des droits humains

Le **Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples** (MBDHP) a été fondé le 19 février 1989. C'est une organisation non gouvernementale et apolitique. Le président fondateur, monsieur Halidou Ouédraogo et son équipe travaillent avec acharnement à promouvoir les droits de l'homme, à les défendre et à donner de la formation. Le MBDHP est apprécié par la population à un point tel qu'il est souvent interpellé pour des problèmes qui ne le concernent pas. Sa popularité ainsi grandissante est vue par certains comme une menace envers l'État ou les entreprises. Les membres actifs de cette organisation sont toujours sur un pied d'alerte car leur vie ou celle de leur entourage est parfois l'objet de menace.

Le Mouvement ne veut pas se substituer à l'État. Au contraire, monsieur Ouédraogo, souhaite travailler en étroite collaboration avec celui-ci. Les droits humains se sont améliorés depuis quelques années mais le peuple burkinabè n'a pas encore de charte. On oriente les actions actuelles vers la mise en place d'une telle charte. Pour atteindre ces objectifs, le MBDHP a des alliés de taille, dont les plus connus sont: la Croix-Rouge et Amnistie internationale.

Avec cette force et cet esprit de solidarité, le MBDHP peut affronter des dossiers chauds tels les droits de la femme et des enfants. Tout comme la lutte vers la liberté n'est jamais finie, le progrès dans le respect des droits, lui, se fait de façon très lente. Il ne faut pas désespérer, car ce travail effectué est exceptionnel et unique en Afrique. Le jour où le respect des droits humains primera au Burkina Faso n'est peut-être pas si loin.

Gino Arseneault

Impression ... Témoignages ... Souvenirs...

Afrique

L'harmattan souffle
Emportant un peu de mon âme
L'harmattan souffle
Entendez-vous?
C'est la terre d'Afrique
À l'heure du soleil ardent
C'est la terre d'Afrique
À la couleur prégnante du sable.
Sous les manguiers, les enfants sages
Attendent que vivent les lendemains
Femmes - Oasis
Hommes - Nomades
Les ombres m'habitent.
Marchés animés
Petits ânes attelés
Couleurs de la fête
Le temps a déserté mon cœur.
L'harmattan souffle
Entendez-vous?
Le cri venu de cette terre
L'harmattan souffle
Entendez-vous?
Le chant de ce peuple fier.

Marie Marsolais

Les femmes burkinabè, l'avenir de leur pays

Très belles et savamment enroulées dans une pièce de coton, en brousse,
*Vêtues de «**boubous**» aux couleurs vives, en ville,*
Toutes fières et propres sur leur mobylette Yamaha dans les rues de la capitale,
Les femmes irradient une force incroyable, une volonté formidable de vivre.

Je pense que l'Afrique a un avenir et qu'il passe par les femmes. Elles sont en train de se libérer au Burkina Faso. Elles sont regroupées au sein de différentes organisations qui visent toutes la conscientisation de leurs membres.

Jean Ménard

Au-delà de la misère

Bien sûr, il y a la misère. Elle est omniprésente. Mais au-delà de cette misère, il y a toute la force, le courage et la solidarité du peuple burkinabè.
Le stage m'a permis de découvrir une autre facette de l'Afrique, au-delà des préjugés et des idées toutes faites.
J'y ai fait la rencontre d'un peuple qui a bouleversé mes valeurs.
J'en garderai un souvenir inoubliable.

Jocelyne Chassé

De gauche à droite :Hélène Huard, Jocelyne Chassé, Micheline Séguin, Jean Ménard, Gino Arseneault, Francine Roy. À l'arrière, à droite : Marie Marsolais, Anita Molnar.

Sauve qui peut

Onze jours en terre africaine, c'est court et innommable quand on vient de si loin en distance et en culture. J'ai dû déménager bien souvent dans ma tête pour expertiser objectivement la problématique du développement économique et culturel du Burkina. Ce stage intensif a canalisé toutes mes énergies, toute ma concentration, tout mon respect pour un peuple qui se bat pour sa survie. Édifiée par les femmes burkinabè, j'en oublie mon inconfort de logement et de nourriture. Misères et grandeur humaine. Je demeure honorée par toute cette dignité. C'est un peuple fier que j'ai quitté.
Avec Roger, plus, un jour pour arriver et un jour pour partir, je le referais n'importe où, en solidarité. J'ai adoré.

Hélène Huard

Quelques aspects du Burkina qui m'ont frappée

La grande activité qui règne en ville a d'abord attiré mon attention; tout bouge partout et quelles couleurs! Chez tous, mais chez les femmes en particulier se retrouve ce festival de couleur: les boubous, les pagnes ou les robes. Je suis encore remplie de ces images. C'est la joie de vivre et le sourire de ce peuple fier, solidaire et rempli de vigueur qui m'ont ensuite frappée; la force des femmes surtout. Puis, j'ai observé un autre phénomène : tout semble aménagé en cercle dans ce pays. Les villages (réunissant peut-être une seule grande famille élargie) sont construits en rond, entourés d'une clôture circulaire érigée à hauteur d'humain. Les cases sont rondes également. Les rencontres où se prennent les décisions se déroulent en cercle sous le grand arbre à palabres. Les femmes dansent des rondes, etc. Je me suis demandé s'il y avait un lien symbolique avec leur conception de l'univers. Chez les Inuit, dans les traditions ancestrales, tout est circulaire aussi : de l'igloo construit en rond à la voûte céleste, en passant par la circularité des jours et des saisons. Et la symbolique de la conception de l'univers traditionnel inuit représente un univers utérin. En est-il ainsi pour les Mossis animistes du Burkina Faso? Peut-être que maître Pacéré aurait pu répondre à ma question!
Il me reste beaucoup à apprendre sur eux et surtout encore beaucoup aussi à apprendre d'eux.

Micheline Séguin

C'est vrai

... pendant ces douze jours de stage, nous avons eu peu de temps pour relaxer si ce n'est la nuit;
... les horaires de rencontres d'environ trois groupes par jour – parfois plus – étaient épuisants;
... il nous fallait souvent continuer au-delà de notre épuisement, de notre énergie;
... la vie de groupe à neuf personnes pendant quinze heures par jour, c'est souvent dérangeant.

Mais, c'est encore plus juste et vrai

... les échanges enrichissants avec toutes les personnes rencontrées;
... les moments de complicité avec des femmes plutôt silencieuses en rencontre formelle, mais des plus chaleureuses en contact personnel;
... les rires partagés dans un autobus cahotant dans la poussière de l'harmattan;
... les accueils plus que chaleureux partout où on se présentait;
... les enfants entassés à cent et plus dans la salle de classe mais manifestant une attention que les enseignantes du stage enviaient à leurs titulaires;
... l'entraide indéfectible apportée à toute voisine ou tout voisin dans le besoin;
... l'excision encore pratiquée mais maintenant «questionnée» par des personnes de plus en plus nombreuses à lutter contre cette pratique de mutilation.

*Mais, pour moi, la vérité profonde de ce stage, celle que je garderai gravée dans ma mémoire, reste la richesse humaine, la dignité et la ténacité de ce peuple que j'ai apprécié et aimé s pontanément. Les Burkinabè m'ont prouvé que l'Afrique est un continent dont la première richesse à partager est celle de ses habitants. Merci à vous, **Anaïs, Haoua, Roger, Blanche, Alasan, Rosalie, Assétou, Maïmoona, Michel Clarisse, Aminata, Francis, Tolé, Awa, Madeleine, Pauline, Bernadette, Halidou, Kadi, Adama, Jean-Paul, Clémentine, Brigitte, Geneviève** et les autres dont j'ai oublié le nom mais pas le visage. Je souhaite plus que tout vous revoir à nouveau.*

Francine Roy

Une empreinte indélébile

Silence et vie; c'est ce qui m'a fascinée, étonnée, questionnée. Dans ce décor tout neuf à mes yeux, j'ai changé souvent de lentilles. Au milieu d'un champ desséché, une mince touffe d'herbe; au flanc d'une termitière, une fleur; en pleine brousse, un village; au bout d'un chemin en terre battue, la ville. Tout est calme, silencieux. On est presque tenté d'avancer sur la pointe des pieds et pourtant la vie bat à grands coups d'ailes. Il n'y a qu'à entendre ce silence qui interpelle, à voir la curiosité et l'émerveillement qui scintillent dans ces yeux d'enfants, à regarder avec quelles vaillance et sérénité, ces femmes, par un labeur acharné assurent la survie des leurs.
Presque chaque jour, au fil du quotidien, surgit une de ces images, qui rappellent même dans mon contexte nord-américain, que nous n'échappons pas à la vie et qu'en ce sens, nous sommes tous solidaires.

Anita Molnar

Mon cœur est revenu...

Mon cœur est revenu rempli des richesses incalculables. C'est merveilleux de voir les yeux pétillants et le sourire des enfants, d'admirer le courage des femmes devant les obstacles dans la vie quotidienne. Cette société, face au combat pour la survie, réussit malgré tout à dégager une chaleur humaine incroyable. Vraiment, l'utilisation et la distribution des richesses naturelles ne sont pas partagées équitablement. Cette expérience restera gravée à tout jamais dans ma mémoire.

Gino Arsenault

Tanghin Barrage et Tanghin Taabila, deux écoles primaires[1]

L'ÉCOLE DE LA DÉMESURE

Mis à part l'exotisme que respire une occidentale fraîchement débarquée en terre africaine, je suis restée bouche bée en pénétrant dans cette école qui abrite six classes et compte sept enseignants. L'un d'eux assure la suppléance.

Une grande salle de classe rectangulaire, aux murs délavés, un tableau noir, une table, quatre ouvertures dans chacun des deux murs parallèles, ornées de lattes latérales y laissant filtrer l'air ambiant; le mercure indique quelque 40 °C.

Et là, en face de vous, cent vingt-deux paires d'yeux; vous avez bien lu! Cent vingt-deux beaux enfants, assis à l'étroit, sagement, les uns à côté des autres, sur un banc sans dossier, devant un écritoire commun. Et comme bagage, une minuscule ardoise. Cent vingt-deux enfants silencieux, attentifs, recueillis même. Il y a de quoi être sidérée. Mentionnons qu'une grande majorité de parents et d'enfants auront passé deux jours entiers aux abords de l'école avant l'inscription, afin de s'y assurer une place. La motivation est au rendez-vous. Et à la veille des examens, m'a-t-on dit, il n'est pas rare de voir des étudiants s'agglutiner sur la rue à proximité des rares lampadaires afin de bénéficier de cette lueur parcimonieuse.

Mais que dire et penser quand on apprend qu'à peine 20 % de tous les enfants du Burkina Faso ont accès à l'éducation? Que 35 % d'entre eux accéderont à l'enseignement secondaire et qu'à peine 3 % de cette gent étudiante fréquentera l'université? Et qu'en province on privilégie les garçons au détriment des filles, celles-ci fournissant une main-d'œuvre précieuse pour les travaux familiaux?

L'école privée n'offre guère une meilleure alternative : classe aussi nombreuse, frais de scolarité, enseignants parfois moins bien payés et à la merci de l'humeur des propriétaires.

Et l'enseignant du secteur public? L'État assure le recrutement et assigne les affectations selon son bon jugement. C'est parfois loin du domicile et les moyens de transport se réduisent souvent à la bicyclette ou à la moto, sur des routes de terre battue. Dans trois ans, il pourra demander une mutation en invoquant des critères précis. Il se doit de contracter un engagement de dix ans de service; s'il quitte avant, il devra rembourser l'État, exception faite pour des raisons de santé. Alors on peut lui confier des tâches connexes.

Ses conditions salariales sont aussi définies par l'État : une mirobolante somme de 45 000 francs CFA mensuellement (125 $ environ), en moyenne il est à noter que dans le cadre de la dévaluation et du PAS, ce programme d'ajustement structurel signé avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international en juin 1991 et renouvelé en 1994, l'enseignant défraie le matériel scolaire à même son salaire.

Bien sûr, le syndicat revendique de meilleures conditions de travail, de salaire et de formation. L'État jugule ces revendications, évoquant les contraintes économiques.

Mais au-delà de ces difficultés (notamment la population a doublé en vingt ans), plane un très grand espoir, car au Burkina, la détermination, l'entraide et la solidarité se conjuguent au présent, dans le quotidien.

Ainsi un très grand respect et une profonde amitié me lient à ces hommes, femmes et enfants que j'ai côtoyés lors de mon trop bref séjour au pays d'un peuple fier.

ANITA MOLNAR

[1] Tanghin Barrage : école primaire publique
Tanghin Taabila : école primaire privée

Une polyvalente burkinabè

Le lycée Philippe Zinda Kaboré

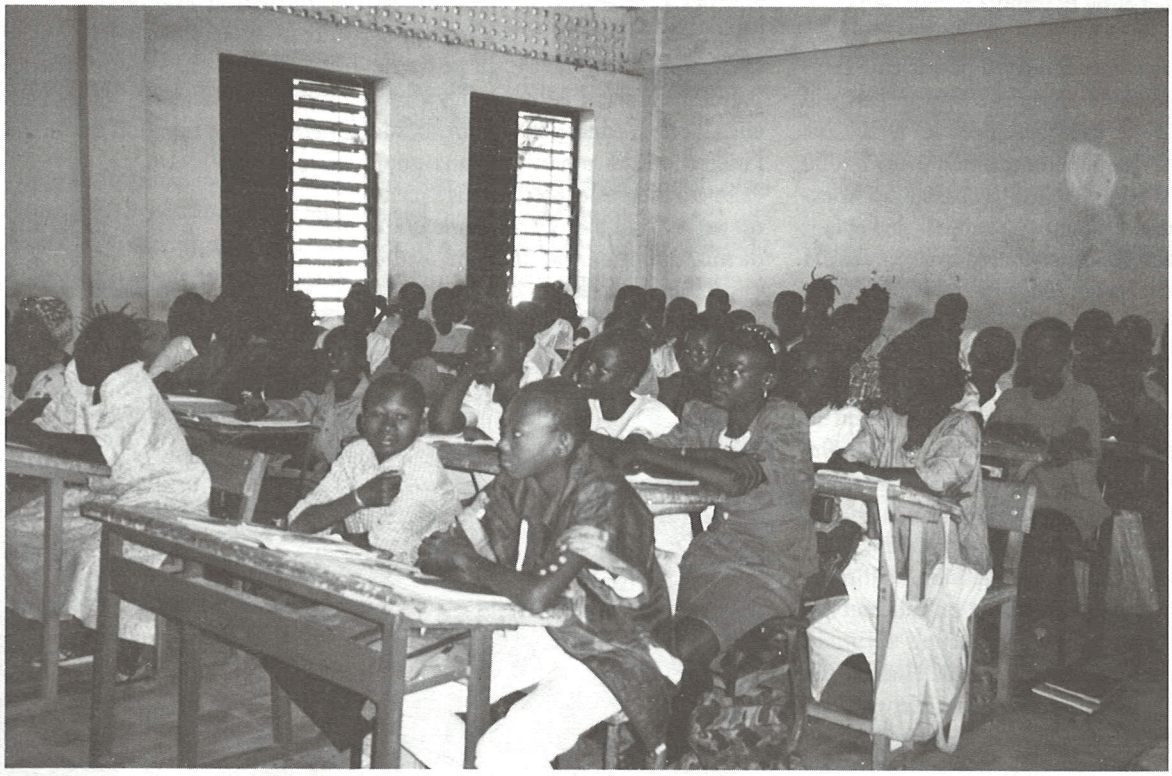
Ce jour-là, comme tous les autres jours à Ouagadougou, il fait beau et chaud. On se croirait en été mais c'est le mois de mars et l'école «bat son plein». Monsieur Roger Tapsoba, secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement secondaire et supérieur (SNESS), nous attend pour une visite du lycée de Philippe Zinda Kaboré.

C'est un établissement fréquenté par 5 616 élèves et où l'enseignement y est donné par 143 professeurs. La moyenne d'élèves par classe est de 78 mais c'est une moyenne puisque plusieurs classes ont, tout comme au primaire, plus de 100 élèves. Quand on voit ces classes avec tant d'élèves, on ne peut éviter la comparaison avec les classes d'ici et remarquer la «sagesse» de ces adolescents avides d'apprendre. Le décrochage scolaire est à peu près inexistant sauf pour quelques cas isolés et ce sont souvent des cas de jeunes filles enceintes.

Le système d'éducation au Burkina Faso peut se comparer au système français dans son fonctionnement mais il faut savoir que seul le niveau primaire est obligatoire et gratuit. Il faut aussi remarquer que plus les études sont avancées moins les filles y sont représentées car elles se marient tôt. Au second cycle, en province, elles sont nettement sous représentées; seulement 36 % d'entre elles accèdent à la scolarisation contre 64 % pour les garçons.

Il y a tout un défi à travailler dans le système d'éducation burkinabè. Les enseignantes et enseignants de là-bas ont compris que l'instauration d'une démocratie durable passe par la formation et l'éducation des jeunes. C'est aussi pour répondre aux besoins de tous ces jeunes qui n'ont pu être alphabétisés que le SNESS parraine l'université populaire africaine. Les enseignantes et enseignants sur une base de volontariat et ce sans rémunération, organisent des écoles du soir afin que jeunes et adultes accèdent au savoir, former et éduquer les jeunes, une mission que se sont donnés nos collègues bukinabè pour que renaisse l'espoir.

Marie Marsolais



Enseigner à 120 élèves du secondaire à la fois? Je m'y suis essayée! Mais il y a un truc. J'avais apporté des photos du Québec sous la neige et ... sous le chaud soleil du Burkina, j'ai réussi à faire fondre bien des cœurs... même le mien je crois, y est resté!

En santé

Des besoins criants, des espoirs et beaucoup de solidarité

Avec un budget total du pays équivalant au budget de l'Université Laval (environ 450 millions de dollars), et les contraintes dues au remboursement de la dette et aux programmes de la Banque mondiale et du FMI[1] qui obligent le gouvernement à couper dans les programmes sociaux, il n'est pas étonnant que le Burkina souffre de graves problèmes au niveau de la santé.

Gino Arseneault et le docteur Tall

L'Organisation mondiale de la santé recommande qu'un état consacre 10 % de son budget à la santé, alors que le Burkina ne peut offrir que 6 % et moins.

Dans ce pays, la mortalité infantile a été estimée à 100 pour 1 000. Lors de la visite en pédiatrie et à la maternité de l'Hôpital national Souro Sanou de Bobo Dioulasso, nous avons pu constater le manque de médicamets, de matériel et de personnel.

En pédiatrie, il n'y a pas de couvertures, pas de produits d'hygiène, un seul masque à oxygène pour les 4 500 enfants hospitalisés chaque année. 15 000 autres sont traités en consultation externe. La mère reste auprès de l'enfant durant son hospitalisation, car seuls 4 médecins, 4 internes et 15 infirmières s'occupent des 138 lits de la section pédiatrie.

Au centre de maternité où il n'y a qu'un stéthoscope, 90 lits et pas de *monitoring*, on réalise 6 000 hospitalisations par année, dont 2 500 accouchements; on y compte 11 sages-femmes, quelques infirmières spécialisées, 5 infirmières et 2 médecins (il en faudrait 5). Actuellement, et ce, depuis un mois, un seul médecin en poste. Il accomplit 4 à 5 accouchements quotidiennement, les interventions d'urgence, les consultations et les trois rencontres *postpartum.*

Pour toutes les hospitalisations, les patients ou leur famille doivent se procurer tout le matériel nécessaire aux soins du malade. De plus, la famille doit assurer sa nutrition. Si le patient vient de loin, c'est un parent ou une connaissance habitant sur place qui se charge de sa subsistance. Il n'est pas rare de voir la famille d'un patient s'occuper des besoins du malade alité à côté. La solidarité est très présente.

Malgré la précarité des ressources, les équipes soignantes ont des projets orientés surtout vers la prévention et l'éducation. Un centre de pédiatrie préventif et social a été ouvert il y a trois ans. Il offre l'éducation aux mères, sur l'utilisation des produits locaux pour l'alimentation et les précautions à prendre vis à vis du VIH; il offre une unité de mise à jour des vaccinations, assure l'hydratation adéquate des jeunes enfants. Les projets du centre sont entre autres, d'offrir de l'information avant, pendant et *postpartum* aux mères en aménageant une salle de conférences, d'assurer par des religieuses ou des bénévoles un suivi scolaire aux enfants hospitalisés.

Face à bien des carences matérielles, le peuple burkinabè a la chance inouïe de pouvoir compter sur un sens profond de la solidarité, un courage et une détermination exemplaires. En effet, même si les moyens font cruellement défaut, ces gens s'organisent et luttent contre la maladie et les difficultés inhérentes à la situation du Bukina contemporain.

Jocelyne Chassé

[1] FMI : Fonds monétaire international

Pour les infirmiers et infirmières

UNE NOUVELLE VOIX SYNDICALE

Traditionnellement, les infirmières et infirmiers du Burkina Faso ont été membres du Syndicat des travailleurs de la santé humaine et animale (SYNSHA). Ce syndicat existe depuis une trentaine d'années et regroupe plus de 52 corps professionnels, dont les deux tiers du secteur médical.

Malgré une présence majoritaire des infirmiers au sein du SYNSHA, ceux-ci affirment qu'on ne tenait pas compte de leurs revendications particulières: «La parole appartenait plus aux médecins». Le Comité de négociation du syndicat est constitué seulement de médecins ou de vétérinaires; ce sont eux qui sont la voix des 52 corps professionnels. Les revendications au plan salarial, des conditions de travail, de la qualité des soins à la population, des besoins spécifiques de la profession infirmière ne sont pas ou sont peu pris en considération lors des négociations entre l'État et ses employés. La grande part du gâteau est toujours revenue aux médecins.

Aussi, pour les infirmières et infirmiers, la création d'un syndicat représentant véritablement leur profession était urgente. C'est ainsi que le Syndicat autonome des infirmières et infirmiers du Burkina (SAIB) a été fondé le 3 octobre 1992. Un infirmier, monsieur Bihoun Hounga en a été l'instigateur. Le SAIB a été reconnu par l'État burkinabé le 12 décembre 1992. Lors du congrès de fondation, les infirmières et infirmiers présents ont formé un bureau exécutif provisoire. Cette direction syndicale devait assurer la transition et convoquer un congrès ayant pour objectif de mettre en place les structures de l'organisation. Ce congrès a eu lieu les 9 et 10 mars 1995 au moment même où nous étions en stage au Burkina Faso. Nous avons eu la chance d'assister à leurs débats empreints de chaleur.

À cette occasion, nous avons pu constater que la fondation du nouveau syndicat n'a pas été chose facile. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce fait:

- L'absence de ressources financières. Il n'existe pas de système de retenues à la source par l'entremise de l'employeur pour percevoir la cotisation syndicale. La perception auprès des membres est donc aléatoire.

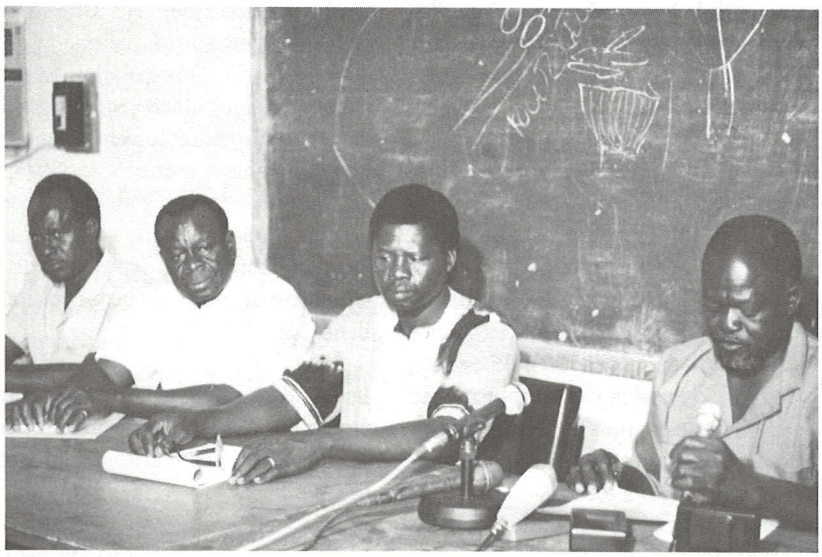
- La peur de représailles de la part des médecins et des administrateurs est grande. Il ne faut pas perdre de vue que depuis plus de trente ans, ce sont les médecins qui forment les infirmières et infirmiers, qui les évaluent, qui déterminent leurs tâches et qui décident quand ils pourront avoir une promotion.

- Le manque d'infrastructures et d'organisation pouvant soutenir l'action syndicale. Le SAIB n'a pas de local ni de téléphone; il n'y a pas de permanents syndicaux, tout repose sur le militantisme des membres de l'exécutif. De plus, la formation aux procédures d'assemblée nous a semblé faire défaut aux délégués présents.

Malgré une contribution financière solidaire de la part de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ) pour la tenue du congrès du SAIB, la partie n'est pas encore totalement gagnée. Les membres doivent combattre un sentiment d'incertitude et d'insécurité face à tout ce qui les attend. C'est ce à quoi s'attelait le congrès de mars qui devait apporter un sentiment de confiance et de professionnalisme, tout en définissant la place de l'infirmière et de l'infirmier dans le système de santé au Burkina Faso.

Le SAIB n'en est qu'à ses premiers balbutiements, mais le processus de construction a enfin débuté.

GINO ARSENEAULT



Des membres de l'exécutif du SAIB et le secrétaire général, M. Eustache Ouédraogo (à droite)

La sage-femme

UN DOMAINE OÙ LE BURKINA FASO DEVANCE LE QUÉBEC

En Afrique où la femme a une moyenne de 6 à 8 grossesses, la naissance est un acte naturel. Les femmes, pour leur accouchement, se sont toujours fait assister par une soeur, une mère, une voisine, bref par une «accoucheuse» du village.

Aujourd'hui, la majorité des femmes burkinabè accouchent avec l'aide d'une sage-femme; cependant, celle-ci reçoit une formation de 8 à 9 mois à l'École nationale de santé publique. Par la suite, on retrouve ces sages-femmes dans des dispensaires, dans des cliniques de maternité ou les hôpitaux.

La situation de la santé familiale au début des années 1980, selon madame Brigitte Thiombiano, responsable de la Clinique des sages-femmes de Ouagadougou, fondée en 1984, était déplorable.

«Il y avait beaucoup d'avortements clandestins, beaucoup de mortalité. La contraception était illégale, de même que l'avortement. Il n'y avait que quinze chirurgiens dans tout le pays. Concernant la santé reproductive, nous souffrions d'un manque d'information et d'éducation élémentaire. Ajoutez à cela les tabous provenant des coutumes ancestrales (entre autres l'excision et ses conséquences). Vous comprendrez que nous avons absolument besoin de mettre sur pied une structure pour répondre à ces besoins.»

Les principaux services rendus par la clinique sont: l'information sur la planification familiale, le sida et les MTS, les sorties d'animation en ville et en brousse assistées de diaporamas, les consultations prénatales, l'insertion du stérilet, etc.

Comme on le voit, dans ce pays, où le manque d'infrastructures, d'équipements, de produits pharmaceutiques et de personnel médical est «criant», les sages-femmes jouent un rôle primordial.

Et nous, au Québec, nous en sommes encore avec la loi 4 (1990) permettant l'expérimentation de la pratique des sages-femmes au moyen de huit projets parrainés par des CLSC (Centre locaux de services communautaires).

Nous sommes encore bien loin de ce qui se vit au Burkina Faso.

JOCELYNE CHASSÉ
JEAN MÉNARD

UNE PHARMACIE TRADITIONNELLE ET POPULAIRE À BASE DE PLANTES

En 1983, à partir d'une idée du ministre de la Santé publique d'alors et avec la bénédiction de l'Organisation mondiale de la santé, est né le *Centre de pharmacopée populaire de Banfora*. En zone rurale, il n'y a souvent pas de dispensaire. Afin de répondre à des besoins criants, le Centre s'est donné la mission sociale de soigner les populations en s'inspirant de la tradition; on s'assure ainsi de leur confiance, puisqu'elles utilisent les plantes dans 80% des cas. La pharmacopée populaire constitue donc, à moindre frais, une alternative majeure à la médication chimique moderne peu accessible et aux effets secondaires souvent importants.

Les agents de santé communautaire du Centre, au nombre de quatre, travaillent en collaboration avec les guérisseurs, intervenant plus selon des rituels anciens et surtout dans le cas des maladies dites psychosomatiques. Les agents font par ailleurs appel à la médecine officielle là où les plantes ne peuvent plus agir.

En 1984, l'Aide à l'enfance Canada a soutenu financièrement l'aménagement d'un laboratoire galénique sur place. La production, basée sur les connaissances ancestrales des guérisseurs, assure la transmission d'un patrimoine millénaire en botanique médicinale. La recherche est toutefois doublée d'un contrôle de la qualité des produits et la médication fait l'objet d'un suivi. La Faculté de pharmacie de l'Université de Poitiers en France et le Centre national de recherche scientifique à Ouagadougou collaborent à ce projet. Cette pharmacopée est offerte en pharmacie dans tout le pays, en permettant ainsi l'accès à tous. L'autonomie financière du Centre repose sur la vente à très bas prix de ces produits.

Monsieur Firmin Bassolet, infirmier d'État responsable du Centre, coordonne le travail des agents de santé et d'une dizaine de salariés affectés à la culture, à la récolte, au laboratoire, etc. Une section jardin de plantes médicinales non toxiques, une section de préparation des plantes médicinales (cultivées et sauvages) où se font la cueillette et le séchage, une section de botanique avec près de 500 espèces conservées dans un herbier et une section de commercialisation des produits de santé complètent l'ensemble de ce «complexe» de pharmacopée populaire de Banfora.

Le Centre compte sur notre solidarité pour la poursuite de cette oeuvre de santé publique dont la population a un grand besoin.

MICHELINE SÉGUIN

Une journée au cœur du Burkina Faso

BINGO

C'est le nom d'un district de la province de Boulkiemdé dont il s'agit ici et non du jeu populaire du même nom. Pour se rendre au village, situé à une quinzaine de kilomètres de la capitale Ouagadougou, nous avons mis près d'une heure, passant par des pistes qui traversent d'autres villages, tout aussi petits. Même relativement près de la grande ville, ces gens vivent en brousse.

Fondé en 1984, Bingo regroupe onze villages d'un total de 23 000 personnes environ. Ces villageoises et villageois subsistent essentiellement d'agriculture et d'élevage. Les hommes sont souvent polygames et quelques-uns ont jusqu'à cinq ou six épouses.

Par ce beau et chaud (43 °C à l'ombre) samedi du 4 mars, depuis le matin, ces gens avaient tout préparé pour nous recevoir. Dans un abri fait de paille tressée, des chaises et des bancs de bois avaient été disposés pour nous. Face à la résidence de madame Cady Ouédraogo, préfet (parce qu'à Bingo, c'est une femme qui assume le rôle de préfet), une cinquantaine de femmes des villages environnants sont venues à pied nous rejoindre, scandant des chants et marquant le rythme. Leur fierté et leur joie de vivre se transmettaient par magie à notre groupe au fur et à mesure qu'elles approchaient.

Une fois les saluts échangés, les mains serrées, un bol d'eau a circulé entre nous en guise de bienvenue. Nous y avons bu symboliquement en y trempant les lèvres à tour de rôle. Puis, les femmes ont dansé en cercle, chantant et marquant le rythme en tapant des mains et en se frappant les hanches deux à deux à tour de rôle au centre de la sphère. Ce, pendant plus d'une heure sous un soleil brûlant. Quelques femmes de notre groupe se sont jointes à elles pendant que les autres, en harmonie, tapaient des mains autour de la ronde.

Sous l'arbre à palabres, la préfet, deux chefs coutumiers des villages voisins, les dignitaires et fonctionnaires de la place nous attendaient pour une cérémonie de bienvenue plus officielle, avec, par ordre d'importance, des laïus de circonstance. Les chefs de villages, bien assis dans de ce qui leur servait de fauteuil d'honneur, nous ont signifié de bien vouloir prendre place à leur gauche suivant une hiérarchie où venaient le responsable du stage, ensuite les aînés, les hommes et finalement les femmes de notre groupe. Cette même hiérarchie a été respectée de leur côté; le reste des hommes a pris place par terre sous l'arbre avec plein d'enfants autour d'eux; les femmes, encore plus nombreuses qu'à notre arrivée, regroupées face à nous en demi-cercle, et ont repris leur danse. Ce cérémonial s'est poursuivi ainsi pendant encore près de deux heures sous le chaud soleil.

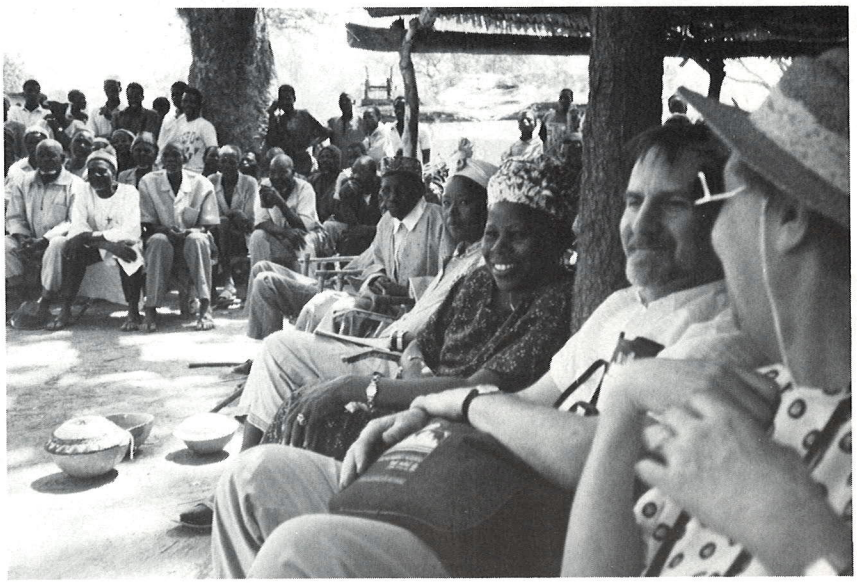
Se faisant la porte-parole des chefs, qui eux représentent les membres des villages, la préfet a souhaité la bienvenue aux «étrangers» et a fait part des problèmes particuliers à Bingo; mais il nous a été facile de saisir qu'ils sont aussi le lot de plusieurs autres villages du Burkina Faso.

Une femme, représentant les regroupements de femmes, s'adressant à nous en moré, a fait la demande au nom des villages réunis d'un soutien pour le développement du district de Bingo. Roger, en remerciant les villageois et villageoises de leur accueil chaleureux, a expliqué le travail de solidarité que nous leur promettions d'accomplir à notre retour, c'est-à-dire faire connaître leurs nombreux besoins et le courage, la créativité et la fierté avec lesquels ce peuple fait face à ce quotidien difficile.

Des hommes, cette fois, munis d'instruments improvisés (outils de travail, clés anglaises, etc.) qu'ils frappaient ensemble pour rythmer leurs chants, rendaient hommage aux chefs et aux étrangers dans une sorte de leitmotiv. Puis, nous avons ensuite été conviés à partager un repas aussi délicieux que copieux. Ces gens ont même poussé l'hospitalité jusqu'à nous offrir deux coqs blancs au moment de notre départ, histoire de s'excuser de petits accrocs qui auraient pu nous offenser durant la journée. Quelle générosité, connaissant la précarité qui est leur!

Cette journée a été parmi les plus chaudes de toutes, tant par les degrés qu'elle marquait au thermomètre que par la chaleur humaine qui enveloppait Bingo!

Micheline Séguin



Des solidarités

Exprimées...

- Appui à des luttes en cours.
- Formation variée incluant des séjours au Québec.
- Soutien financier à des projets en ville, en brousse.
- Appels à des présences prolongées au Burkina Faso, par exemple en santé.

En marche...

- Rédaction et diffusion du rapport de stage.
- Rencontres d'information sur le Burkina Faso.
- Échanges d'information.
- Envoi de textes et matériel de formation.
- Prise en charge de petits projets.

L'Aide à l'enfance Canada, une ONG dont l'action au Burkina impressionne

Grâce à nos rencontres au début à Ouagadougou et par la suite à Banfora, nous avons pu comprendre combien le travail de l'AEC auprès des jeunes de la rue, de communautés villageoises de la province de la Gnagna et des 10 000 paysannes de la province de la Comoé est prioritaire et bien organisé. Bravo à toute l'équipe de l'AEC!

Il convient aussi de souligner que sans le travail acharné du personnel de l'AEC, notre stage n'aurait pu connaître l'intérêt que nous lui reconnaissons. Un gros merci à toutes et tous et particulièrement à Diane, Bernadette, Haoua, Marie-Blanche, Francis et Jean-Paul.

SOLIDARITÉ
est une publication du Centre international de solidarité ouvrière

2 $

Coordination : Roger Saucier
Textes et photos : Les stagiaires
Secrétariat : Julie Gravel
Infographie : Louise Gravel
Impression : Beautex

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec

Visite au musée de Maître Pacéré, célébration du Sacré

Mercredi le 8 mars 1995, Journée de la femme et de la culture

L'harmattan souffle sur la piste qui mène à Manéga. Une poussière rouge, en suspension dans l'air, oblige certaines et certains d'entre nous à porter un masque. Les enseignants du SNESS ont réservé un autobus scolaire de l'Université de Ouaga. Ils nous invitent à visiter le musée de Bendrologie (science du tam-tam) à une heure de route de la capitale. Un peu euphoriques, Burkinabè et Québécois, une vingtaine en tout, partons pour un périple de culture africaine.

À 42° à l'ombre, nous sommes heureux d'entrer dans des salles où trônent outils du quotidien, objets de guerre, photos de célébrités ayant rencontré Me Titinga Pacéré. Des figurines de terre et de laiton célèbrent *prestigieusement* les conquêtes des grands guerriers *mossis*. Religieusement et les pieds déchaussés, nous entrons à reculons dans le pavillon des masques funèbres. Ici, on célèbre la mort, passage essentiel vers la vie. En l'absence d'un guide qualifié, une voix *magnétophonique* nous livre aux mystères des masques. Silence! Nos hôtes se recueillent.

Me Pacéré reproduit présentement un village ethnique où chaque ethnie burkinabè révèle son mode d'habitation. De toute beauté! Mais le plus merveilleux encore est cette salle souterraine et fraîche, *en devenir*, où les masques sacrés livreront leurs secrets... À suivre. Chapeau, Me Pacéré!

Hélène Huard